



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67 NS

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRETE

du 25 NOV. 2013

mettant en demeure le Comptoir Agricole à ERSTEIN (67150)
de respecter les arrêtés du 29 mars 2004 et du 26 septembre 1986

Le Préfet de la Région Alsace,
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007,
- VU l'arrêté ministériel en date du 26 septembre 1986 autorisant le Comptoir Agricole à exploiter les installations sises sur son site d'ERSTEIN ;
- VU les deux rapports du 5 novembre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2013, l'inspection des installations classées a constaté un taux d'empoussièrément trop élevé :

- au 5e niveau du silo/tour, dans l'espace sur les premières cellules en cours d'ensilage en tournesol,
- dans l'espace sur cellules métalliques de stockage, en cours de remplissage avec du tournesol, en sortie de séchoir Roulin,

où un dépôt de poussière, d'une épaisseur supérieure à 2 mm (jusqu'à 5 mm), a été constaté sur les structures, rampes, rambardes, parois, dans l'environnement autour du point de chute dans les cellules, depuis les rampes inclinées, du tournesol, humide ou sec,

CONSIDÉRANT que ces espaces au-dessus des cellules sont inaccessibles aux opérations de nettoyage par aspiration,

CONSIDÉRANT que les poussières et follicules de céréales, en sortie de tour de manutention, sont entassées en chambre de sédimentation à même le sol, favorisant leur réenvol lors de leur reprise, d'autant qu'une des chambres de sédimentation ne peut plus être close du fait de la dégradation de son portail,

CONSIDÉRANT que les follicules de maïs émis par le séchoir maïs du site exploité par le Comptoir Agricole à ERSTEIN (67150) tombent en pluie sur le site et ses alentours et forment une pellicule collante qui tapissent les pare-brises, les sols, les jardins et les toitures ;

CONSIDÉRANT que les follicules de maïs constituent une gêne pour les riverains ;

CONSIDÉRANT que les constats sus-mentionnés constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié citées, et des articles 17, 20, 39 et 47 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui disposent que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

A R R Ê T E

Article 1 :

Le Comptoir Agricole, dont le siège social est situé 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), est mis en demeure de respecter pour l'exploitation de son séchoir maïs sis sur le site d'ERSTEIN (67150), les prescriptions ci-après reprises,

Sous un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification du présent arrêté :

- *article 17 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 : Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère [...] des poussières [...] susceptibles d'incommoder le voisinage [...]. »*
- *article 20 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 : « L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières ou de suies, ainsi que toute accumulation de produit »*
- *article 39 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 : « Les consignes particulières complètent les consignes générales en tenant compte des conditions spécifiques se rapportant à une opération ou à un travail bien défini (objet et nature de ce travail, lieu, atmosphère ambiante, durée, outillage à mettre en œuvre, etc...) »*
- *article 47 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 : « Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les machines. La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant..... Le nettoyage sera, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires »*
- *article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : « Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler »,*

Sous un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté :

- *article 47 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 : « Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières »*

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - le Sous-Préfet de SÉLESTAT-ERSTEIN,
 - le Directeur du Comptoir Agricole,
 - le Maire d'ERSTEIN,
 - le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin,
 - le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.